

Ras le bol !

Je suis président (NDLR: PS) de la Fédération des CPAS wallons et du CPAS de Liège depuis maintenant dix-huit ans. Je dois avouer que le découragement correspond à mon état d'esprit du moment, alors que ce n'est pas mon tempérament.

En effet, situés tout en bas de l'échelle institutionnelle, les CPAS sont souvent les oubliés (méprisés?) de la pièce politique qui se déroule sous nos yeux.

J'admets et je me félicite que l'actuel gouvernement réussisse mieux que la plupart de ses partenaires de l'Union européenne à combattre la crise économique.

Certes c'est bien exact, mais à quel coût pour les pouvoirs locaux et surtout pour les CPAS? A-t-on vraiment compté toutes les victimes?

Chaque jour qui passe nous annonce en effet son lot de nouvelles catastrophiques.

De mesure d'économies, annoncées avec fierté puisque "sans trop de douleur", en mesures d'économies, la vague s'étend avec de moins en moins de bruit au niveau régional qui répercute sur les pouvoirs locaux, qui imposent le même régime à leur CPAS.

Cette cascade donne toutes les apparences de la justice et de l'équité, sous le thème du "chacun doit faire les mêmes efforts", principe que je ne renie en rien *si chacun est soumis aux mêmes obligations. Or les CPAS ne sont pas soumis aux mêmes obligations.*

POUR ÉCONOMISER, ON EXCLUT

La pauvreté s'étend, beaucoup le disent, et les CPAS voient croître le nombre de dossiers de tous genres et ce en plus de la gravité des situations individuelles. Mais

IL Y A DES MOMENTS DANS LA VIE OÙ LE DÉCOURAGEMENT, OU LA RAGE, VOUS ENVAHIT.

/ Claude Emonts
Président du CPAS de Liège



CLAUDE EMONTS, PRÉSIDENT DU CPAS DE LIÈGE: "QUAND RECONNAÎTRA-T-ON CE BEL OUTIL QU'EST LE CPAS?"

la logique politique (et dans ce cas budgétaire...) ne suit pas. Puisque l'on fait des économies, on exclut des chômeurs et la "vox populi" dit "Pas de fumée sans feu", autrement dit: "S'ils sont exclus c'est qu'ils sont paresseux car qui veut du travail en trouve."

Outre le fait que cette affirmation est devenue stupide, même si elle fut vraie il y a quarante ans, je reste ébahi devant ces jeunes qui viennent me voir en me disant "J'ai tel diplôme et j'ai écrit tant de lettres de candidatures mais rien, pas de réponse." Ébahi, aussi, par

le fait que c'est souvent le CPAS qui doit alors prendre le relais.

Rien qu'à Liège, plus de 800 jeunes perçoivent le Revenu d'Intégration (RI), avec pour conséquence un coût élevé pour le CPAS - et donc pour la commune - puisque tout ne nous est pas remboursé par l'État fédéral... qui pourtant, par ONEm interposé va exclure encore davantage d'entre eux.

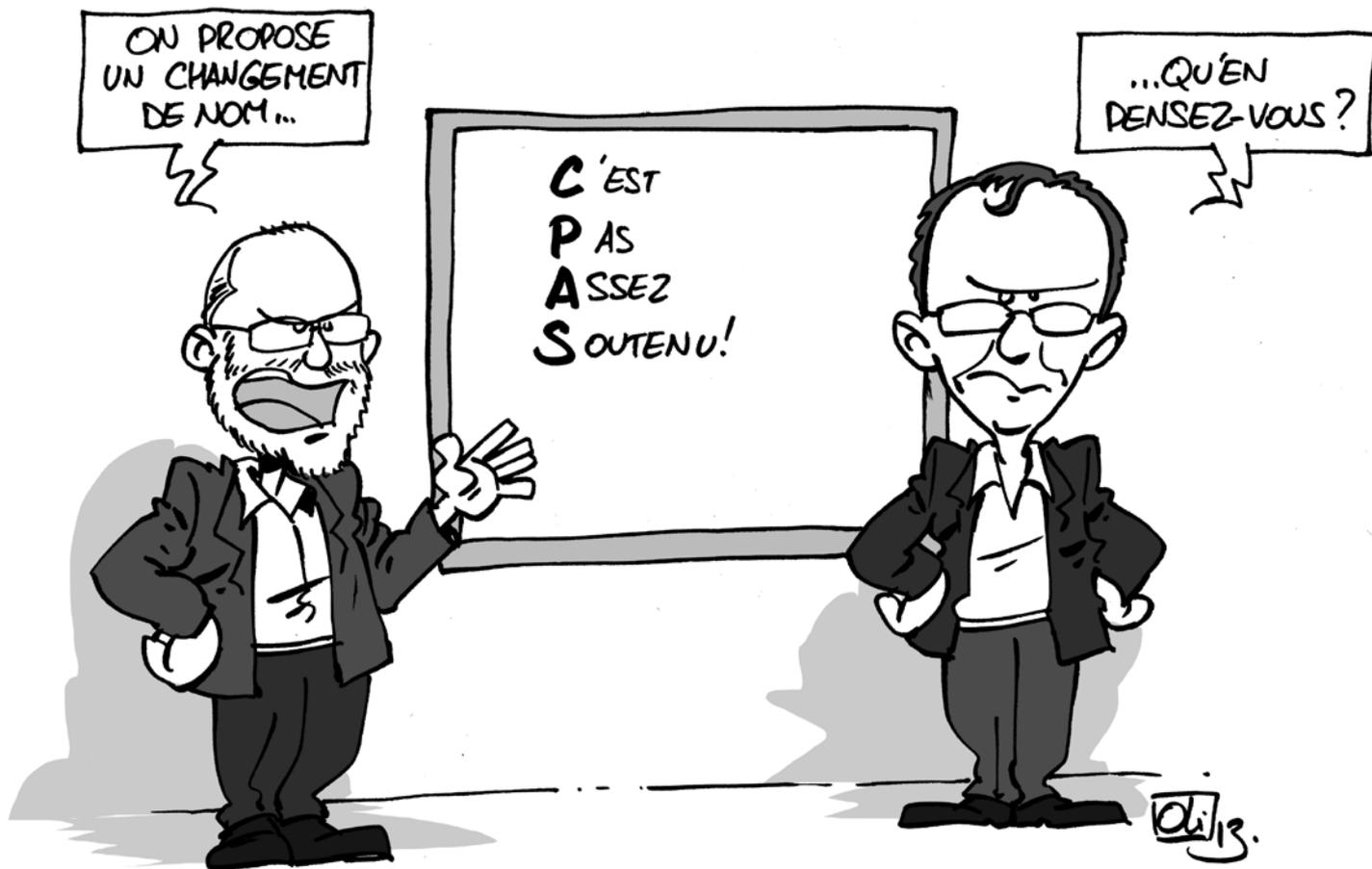
LES CPAS: DES PUNCHING-BALLS!

Les prévisions les plus réalistes prévoient 20.000 exclus, et ce brutalement, dès le 1er janvier 2015! Rien ne nous sera donc épargné, puisque le Forem - dont je loue le travail par ailleurs - sera relativement privilégié, mais relaiera les exclusions dont je viens de parler en nous les "refilant"...

Il serait fastidieux de montrer tous les effets pervers de mesures qui, in fine, font des CPAS les "punching-balls" des diverses politiques menées au-dessus d'eux.

Un exemple? Ce dont nous sommes le plus fiers, c'est notre capacité, via ce que l'on appelle l'Article 60, de remettre au travail beaucoup des plus éloignés du travail. Au niveau wallon, les CPAS rendent espoir en 2013, à 4323 bénéficiaires du Revenu d'Intégration, grands blessés sociaux de la vie...

Eh bien, puisque les Articles 60 font baisser le nombre de dossiers de R.I., ils produisent un effet pervers, celui de faire baisser mécaniquement, via l'importance de ce critère dans le calcul, le



niveau de la dotation du Fonds Spécial de l'Aide Sociale. Ce n'est certes pas l'élément le plus grave, mais il est significatif de l'incompréhension de nos mécanismes propres, et de ce qui est fondamental: la dignité par le travail AUSSI pour ceux qui au départ sont les plus éloignés de l'emploi.

Laissons pour l'instant de côté la menace que ce soient d'autres que les CPAS qui, régionalisation oblige, recevront peut-être (?) cette compétence dans le futur, alors que et l'intérêt des personnes, et les savoir-faire, se trouvent dans les CPAS.

À QUAND UN PLAN MARSHALL SOCIAL ?

Un autre exemple. Les communes ont des difficultés à boucler leurs budgets? Eh bien dans la panoplie des mesures, on réduit la dotation que les CPAS reçoivent de leur commune, ou on ne l'indexe pas

(ce mécanisme légal sert à combler le déficit que, par définition, les CPAS enregistrent chaque année et ce logiquement, puisqu'on ne leur rembourse pas ce qu'on leur impose - légitimement cette fois - de donner aux gens sous forme de RI). Il faut aussi signaler que les communes sont soumises aux mêmes difficultés, et je fais

pas digne d'un pays qui dit avoir (et c'est exact) un des meilleurs systèmes de sécurité sociale au monde?

Alors je crie: à quand un Plan Marshall social?

ÉVITEZ-MOI LE SUICIDE

Vais-je devoir me suicider devant le 16 Rue de la Loi, à Jambes ou

aussi une *intention* autre que des réponses mécaniques de l'ordre du "cherchez des économies, via des synergies avec votre commune"? Car que ferait-on si les CPAS étaient intégrés à la commune (vieux rêve de certains), sinon y déplacer la pauvreté? Parle, parle, Emonts, me dit-on souvent, tu prêches dans le désert...

Il y-a-t-il en effet quelqu'un à l'autre bout du téléphone?

Au soir de ma carrière, je me pose singulièrement la question. Quand reconnaîtra-t-on ce bel outil qu'est le CPAS? Quand comprendra-t-on qu'au-delà des économies (logiques quand elles luttent contre des mauvaises pratiques), la dignité et la défense de notre système social si durement gagné par nos grands-parents, vaut une réflexion tout au bas de l'échelle.

Ce serait m'éviter le suicide, au moins moral. Ce serait, surtout, juste et logique. ■

LA VOX POPULI DIT: "PAS DE FUMÉE SANS FEU"

appel à tous les conseillers communaux ayant un sens social pour qu'ils prennent aussi la défense de leur CPAS.

Car, souvent, la compréhension des problèmes de pauvreté croissante est aux abonnés absents, ou au régime des mesures linéaires. Il faut que je m'arrête ici, mais le sort que l'on réserve aux pouvoirs locaux et aux CPAS, n'est

à la place Saint-Lambert, à Liège, pour obtenir des réponses à ces questions?

Puis-je espérer avant cet acte spectaculaire, obtenir une réponse qui, non seulement, montre de la compréhension pour les actions des CPAS, leurs actions, leurs difficultés, celles de leur personnel qui s'épuise psychologiquement et physiquement, mais montre